

Cher-e-s camarades,

Les travaux de notre Conseil national sont d'importance. Ils ont pour objet d'analyser les résultats de l'élection européenne, d'en tirer les premières leçons et de décider de la mise en œuvre de nos orientations pour la suite des événements. Même s'il se tient à l'entrée de l'été, ce n'est donc pas un Conseil national d'attente. Lundi 22 juin, Nicolas Sarkozy prononcera un nouveau discours programme dont il y a tout à craindre. L'amplification de la crise, comme la situation politique créée par les résultats de l'élection européenne nous commandent d'être à l'initiative. Comme vous le verrez, les propositions que comporte ce rapport vise à nous mettre à la hauteur de cette situation. Elles dessinent ce que pourrait être notre calendrier de travail pour toute l'année qui s'annonce, jusqu'en juin 2010.

I. Les résultats de l'élection européenne

Je commencerai donc tout naturellement mon propos par l'analyse des résultats de l'élection européenne. Un double sentiment domine : d'abord, celui de la satisfaction devant les résultats des listes du Front de gauche dont nous avons pris l'initiative dès le 24 octobre dernier. Incontestablement, ces résultats ouvrent une fenêtre d'espoir dans le paysage politique. Un paysage sinon marqué par la difficulté persistante à dégager le chemin d'une alternative aux politiques capitalistes ultra-libérales en France et en Europe. C'est le second sentiment : nous mesurons pleinement l'ampleur de la difficulté de la situation politique qui reste devant nous : d'un côté, l'urgence à ouvrir des chemins d'espoir pour notre peuple ; de l'autre, la profondeur de la crise de projet à gauche qu'il convient de surmonter si nous voulons parvenir à ouvrir cette perspective de progrès.

1. Les listes du « Front de gauche pour changer d'Europe », un pari réussi

Avant d'en venir au paysage général dessiné par cette élection et à une analyse détaillée des résultats, je voudrais toutefois commencer par les résultats des listes du « Front de gauche pour changer d'Europe », qui méritent d'emblée d'être salués. Je voudrais féliciter toutes celles et tous ceux qui y ont contribué, à commencer par les militants communistes dont l'engagement dans cette campagne a été remarquable.

Nous pouvons en effet être légitimement satisfaits. Nos ambitions vont évidemment bien au-delà du résultat obtenu. Mais dans cette échéance, dans le temps imparti, nos objectifs ont été atteints.

Nous avons lancé le 24 octobre dernier au Conseil national un appel à « se hisser à la hauteur des enjeux de la crise, en produisant les idées et en rassemblant les forces à même de disputer aux dirigeants en place les choix stratégiques à faire pour s'attaquer aux racines du mal et changer radicalement de cap ». Pointant l'ampleur de la « crise de légitimité du modèle de société actuellement mis en œuvre dans l'Union européenne, nous ajoutons : « L'ambition doit être de faire en sorte qu'une part significative de cette vague de contestation s'exprime par un vote pour des candidats porteurs d'un réel projet de transformations profondes, de refondation de la construction européenne. » Nous tracions les grandes lignes de ces transformations, qui allaient devenir, après discussion et enrichissement avec nos partenaires, les axes de la déclaration de principes du « Front de gauche pour changer d'Europe ».

Sur ces bases, notre appel au rassemblement était large et s'adressait « aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité ». Nous proposons que cette démarche s'incarne dans la composition des listes, en visant à créer l'élection du maximum de

député-e-s. Nous inscrivions cet appel dans l'ambition de constitution d'un large « Front progressiste européen ».

Confirmant cette orientation, notre congrès l'avait inscrit dans une perspective stratégique générale, visant tout à la fois « une construction populaire permanente pour élaborer et porter des projets de changements », « une construction unitaire permanente à gauche avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées », et la volonté d'inscrire ces constructions dans une « dynamique politique nationale d'action et d'élaboration d'un nouveau projet politique de transformation », l'ambition visée étant celle de la construction d'un Front majoritaire alliant cette dynamique citoyenne et l'union de forces politiques de gauche décidées à porter ce projet.

Ce rappel me semble doublement utile. D'abord pour mettre en perspective notre démarche, qui vaut au-delà de l'élection européenne. J'y reviendrai dans la seconde partie de mon rapport. Ensuite, parce qu'il nous permet d'apprécier les résultats obtenus à l'aune de nos objectifs.

L'appel que nous avons lancé s'est concrétisé, ce qui n'était pas écrit d'avance, confirmant ainsi la pertinence de nos choix. Sur la base d'un contenu et d'objectifs clairs (déclaration de principes, appel au rassemblement sans exclusive sur ce contenu, volonté d'obtenir des élus portant ces contenus), un Front s'est constitué, réunissant le Parti communiste, le Parti de gauche, dont la création a répondu à notre appel, puis la Gauche unitaire, après le refus du NPA, et au fil de la campagne d'autres forces, celles d'Alternative Démocratie Socialisme, qui figurera en seconde position sur le site du Centre-Massif central, de République et Socialisme, un mouvement issu de très nombreuses fédérations du MRC, et celles de très nombreux acteurs du monde intellectuel et du mouvement social, syndical et associatif. Cette diversité s'est incarnée dans les listes, jusqu'aux têtes de listes, notamment avec la candidature de Marie-Christine Vergiat, et dans les très nombreux appels de soutien.

Une réelle dynamique de campagne militante et unitaire s'est développée, faisant émerger une démarche prometteuse. De nombreux acteurs du mouvement social ont fait leur cette démarche. Alors que tout était fait pour évacuer les enjeux du scrutin, la campagne a permis de prolonger le débat engagé lors de la campagne du référendum de 2005 sur les choix d'orientation de la construction européenne et d'actualiser ce débat au regard des enjeux de la crise.

Je veux insister sur un point qui me paraît important. Ce qui a fonctionné, de bout en bout, c'est bien de construire la démarche sur un contenu et des objectifs clairs, et non à partir d'un périmètre de rassemblement préétabli. C'est aussi ce qui a permis de mener les discussions avec des partenaires potentiels dans la clarté et la transparence, qu'ils aient d'ailleurs au final rejoint ou non le Front. Quels que soient les aléas de ces discussions, notre ligne de rassemblement a été continue et lisible par toutes celles et tous ceux auxquels nous nous adressions, quelle que soit leur sensibilité à gauche. Cette clarté de l'offre de rassemblement, son ambition large, son exigence de contenus ont garanti l'ouverture permanente de notre offre politique.

C'est donc au terme de cette campagne que nous obtenons 6,47 % des voix sur l'ensemble des huit circonscriptions, en totalisant les résultats des sept listes du Front de gauche et ceux de la liste Alliance outre mer conduite par notre camarade du Parti communiste réunionnais Elie Hoarau. Nous finissons, contre toutes les prévisions médiatiques de début de campagne, à la cinquième place du scrutin. Avec 5 élus au total, Marie-Christine Vergiat dans le Sud-Est, Jacky Hénin dans le Nord-Ouest, Patrick Le Hyaric en Ile-de-France, Jean-Luc Mélenchon dans le Sud-Ouest, et Elie Hoarau pour l'Outre-mer, un très beau résultat de Marie-France Beauvils dans le Centre, plus de 8 %, qui nous prive d'élus en raison de la faible représentation de cette région, et des progrès nets dans l'Est et l'Ouest, nous pouvons considérer que nous faisons carton plein en terme d'élus compte tenu de ce que laissait espérer le mode de scrutin.

Ces résultats étaient loin d'être acquis. Nous avons d'ailleurs senti très concrètement les obstacles qui se dressaient devant nous dans la campagne : absence sciemment organisée de réel débat, haut

niveau de l'abstention, force des doutes politiques sur l'utilité du vote, manœuvres de brouillage en tous genres, censure médiatique sur nos listes... Mais nous avons réussi à percer cette chape de plomb et à bouger les lignes grâce à une orientation qui visait juste.

Il faut souligner dans cette bataille le rôle premier joué une nouvelle fois par le militantisme de terrain et de proximité. Nous ne devons le résultat qu'aux militants de cette campagne dans leur diversité, qui en additionnant leurs énergies ont créé un élan reconnu. Le Zénith, la démultiplication des meetings comme des points de rencontre de proximité, la présence dans les manifestations sociales, la journée du 28 mai autour des projets de loi en ont été des moments marquants. L'engagement de nombreux syndicalistes et intellectuels sont des faits nouveaux à souligner. Les militants communistes ont pour leur part joué un rôle déterminant, en s'engageant très largement dans cette bataille. Sans leur déploiement, ce résultat n'aurait pu être obtenu.

Un mot pour finir sur le Front de gauche concernant les résultats chiffrés plus précis. Je l'ai dit, avec 6,47 %, nous sommes la cinquième force, derrière l'UMP (27,87 %), le PS (16,48 %), Europe Ecologie (16,28 %), et le Modem (8,45 %), et devant le FN (6,34 %), le NPA (4,88 %), Libertas (4,80 %), les Ecologistes indépendants (3,63 %), le parti de Dupont-Aignan (1,77 %), et Lutte ouvrière (1,20 %).

Nous progressons sur la France entière de 0,6 % et 105 000 voix pour un total de 1 114 872 voix. Sur les sept circonscriptions métropolitaines, nous réalisons 6,17 % contre 5,36 % en 2004, soit un progrès de 0,8 % et de 141 000 voix pour un total de 1 009 934 voix.

Nous progressons en pourcentage dans les sept circonscriptions : +1,85 % dans le Centre, +1,69 % dans le Sud-Ouest, +1,02 % dans l'Est, +0,84 % dans le Sud-Est, +0,48 % dans l'Ouest, +0,28 % en Ile-de-France, +0,04 % dans le Nord-Ouest. Nous gagnons des voix partout sauf dans le Nord-Ouest.

A y regarder de plus près, il y a évidemment des inégalités qu'il convient d'analyser fédération par fédération, mais la tendance générale est nette. Nous progressons dans 88 départements, reculons dans 6 et sommes stables dans un.

Il est également nécessaire de se pencher sur les inégalités de résultats en termes de tranches d'âge et de catégories sociales et sociologiques. Selon un sondage CSA « sorti des urnes » réalisé le jour du vote, 20 % des électeurs Front de gauche ont moins de 30 ans, 22 % de 30 à 49 ans, 58 % ont plus de 50 ans. Les catégories moyennes ou supérieures du salariat, les diplômés bac+2 et plus, sont mieux représentés que les ouvriers et les employés, les diplômés CAP-BEP. En termes de comportements politiques, 72 % de nos électeurs déclarent avoir voté non en 2005, 18 % avoir voté oui et 10 % s'être abstenus. 47 % se déclarent proches du PCF, 18 % de l'extrême gauche dont 11 % qui déclarent avoir voté Besancenot, 23 % proches du Parti socialiste. Tout cela évidemment est à affiner, mais ces premières analyses semblent correspondre à ce nous avons pu observer.

Evidemment, et cela m'amène à une analyse plus globale du scrutin, ces résultats ne peuvent être appréciés en dehors des tendances générales du scrutin, beaucoup plus problématiques. Il n'en reste pas moins que les résultats du Front de gauche, s'ils n'ont pu inverser ces tendances, vont compter pour la suite et sont bel et bien considérés par les observateurs comme une des nouveautés du scrutin. Ils constituent un encouragement évident à développer notre démarche. Il m'apparaissait important d'y insister d'entrée.

2. Une abstention record

La première des tendances du scrutin à laquelle je viens de faire allusion est évidemment le niveau record d'abstention enregistré pour ce type d'élection. L'abstention est en constant progrès d'une élection européenne à l'autre, atteignant cette fois-ci 59 %. Le phénomène n'est pas propre à la France, il touche la plupart des pays de l'Union.

Cela dit, il nous interpelle d'autant plus vivement que ce record d'abstention en France intervient à

l'issue d'une période de quatre mois marquée par un niveau exceptionnel de mobilisation sociale. Un constat s'impose : la colère n'a pas massivement pris le chemin des urnes, notre campagne n'a pu sur ce point renverser la tendance lourde qui dominait.

Cette abstention n'est pas sans contenus, elle est manifestement la conjonction de plusieurs facteurs :

- Une défiance de longue portée à l'égard de l'Union européenne telle qu'elle se construit, que le déni de démocratie à l'égard du NON exprimé par les Français en 2005 n'a fait que renforcer.
- Une difficulté dans ces conditions à faire le lien entre les priorités ressenties par les Français face à la crise, et l'utilité, l'efficacité du vote dans une telle élection pour peser dans le sens de solutions concrètes aux problèmes posés.
- Le sentiment récurrent d'une impuissance de la politique et des partis politiques à traiter les problèmes de la société, sentiment renforcé dans la dernière période par la crise, la désillusion à l'égard de Sarkozy et le défaut persistant d'alternative politique positive, de gauche.
- L'effet, malheureusement recherché et obtenu, d'une abstention massive, qui éviterait la sanction du pouvoir, et celles des choix libéraux européens. La droite n'avait pas intérêt à un vote massif, le PS ne voulait pas d'un débat approfondi, le NPA expliquait qu'il n'y avait rien à attendre de cette élection.
- Enfin, l'amplification de cette tendance à l'abstention dans les milieux populaires, aboutissant dans certains quartiers à une forme de non-vote, combinant le rejet de la construction européenne actuelle, la défiance à l'égard de choix politiques apparaissant très lointains, le découragement face à la crise.

C'est évidemment pour nous une donnée préoccupante, dans la mesure où elle détourne de la mobilisation électorale des populations qui ont un urgent intérêt au changement. La reconquête politique de l'électorat populaire est pour nous une question essentielle, je dirais même existentielle. Il ne s'agit pas de regagner des électeurs comme on regagnerait des « clients ». La question est plus profonde. L'enjeu est bel et bien à nos yeux celui d'une réappropriation populaire et militante de la politique dans les quartiers et le monde du travail et de la création dans toute sa diversité.

Les résultats des différentes forces politiques doivent évidemment être appréciés à l'aune de ce niveau record d'abstention. Il est difficile de dire dans ces conditions si les tendances observées parmi ceux qui ont voté seraient confirmées, infirmées ou sensiblement modifiées en cas de vote plus massif. Cela vaut pour nos propres résultats. Cela n'enlève rien aux points marqués par notre campagne, mais cela signifie également que la dynamique réellement populaire que nous visons reste à créer. Une dynamique est bel et bien née, mais il est évident que l'ambition est qu'elle change d'échelle dans le peuple si nous voulons qu'elle pèse durablement sur le cours des événements.

3. Les grands traits d'un nouveau paysage politique

- Un succès relatif de l'UMP dans un contexte de défiance massive à l'égard de la politique gouvernementale.

L'UMP, seul parti à défendre le bilan présidentiel, obtient 28 % et quasiment 4 800 000 voix, là où les deux grandes formations de droite obtenaient en 2004 28,6 %, soit 16,6 % pour l'UMP et 12 % pour l'UDF, pour un total de 4 900 000 voix. La création du Modem brouille certes les cartes, mais rappelons-nous que l'UDF de 2004, si elle était dirigée par un François Bayrou s'affirmant déjà opposé à l'Etat-UMP, avaient fusionné toutes ses listes avec l'UMP au second tour des régionales de la même année. Le net gain de l'UMP doit donc être apprécié en tenant compte de ces reclassements. Disons que l'UMP a, dans cette élection, fort bien mobilisé le cœur de l'électorat de droite.

Une remarque sur les listes d'extrême droite qui sont en net recul, celles du FN, de 10 % à 6,3 %, et

celles de de Villiers qui cumulées avec les listes CPNT passent de 8,4 % à 4,8 %. En France donc, l'extrême droite confirme son recul, ce qui n'est pas le cas, il faut le noter au plan européen, où les listes populistes et d'extrême droite disposent désormais, toutes tendances confondues d'une centaine de sièges au Parlement européen.

Evidemment, relativement à l'échec spectaculaire du PS, ce résultat donne des marges à Nicolas Sarkozy qu'il entend utiliser pour pousser les feux de sa politique. Mais ce n'est en aucun cas un « feu vert » à la politique présidentielle comme *Le Figaro* l'a titré ces derniers jours. Les enquêtes d'opinion montrent clairement la persistance du mécontentement social à l'égard de la politique gouvernementale. L'abstention massive exprime aussi ce mécontentement. Et dans les urnes, les oppositions à sa politique (extrêmes droites exclues), si elles ne peuvent évidemment toutes s'additionner, sont largement majoritaires.

Il est d'ailleurs frappant de noter comment le Président et son gouvernement, qui préparent pour le 22 juin un discours programme dont le monde du travail a tout à redouter, s'emploient à désamorcer les bombes sociales qu'ils vont dégoupiller. Le discours de Nicolas Sarkozy devant l'Organisation internationale du travail est significatif.

Il ne faut se faire évidemment aucune illusion. Le train de contre-réformes va repartir à toute allure. La riposte sera l'une de nos urgences de l'été. Nicolas Sarkozy a choisi de prononcer son discours-programme lundi 22 juin devant le Congrès de Versailles. Une mascarade démocratique qui est en soi tout un symbole, puisqu'elle prive les parlementaires d'un droit réel au débat sur les orientations annoncées, le monarque quittant le Congrès une fois son discours prononcé. Les parlementaires communistes ont décidé de dénoncer ce déni démocratique et boycotteront la séance. Saisissons la journée de lundi et la semaine qui suivra pour multiplier les prises de parole et de position.

- Une très sévère défaite du Parti socialiste.

Par rapport à 2004, le PS perd 12,5 %, passant de 29 % à 16,5 %, et 2 123 000 voix. Cette chute, exactement inverse à la hausse enregistrée par l'UMP, et le score quasi équivalent d'Europe Ecologie, donnent à cette défaite une allure de déroute. Le leadership du PS sur la gauche n'apparaît plus inéluctable. Sanction du PS, poussée d'Europe Ecologie, échec du Modem, percée du Front de gauche, à nouveau les cartes semblent se rebattre.

Une chose est sûre, ce résultat sanctionne l'ambiguïté fondamentale des orientations du PS, prétendant s'opposer à Sarkozy ici et composer avec le libéralisme à Bruxelles. Le PS est apparu aux yeux de ses électeurs sans choix d'orientations et d'alliances clairs, sans propositions fortes, sans réponses crédibles à la crise, et de surcroît dévoré par ses luttes internes. Nous l'avions dit, le congrès de Reims n'a pas tranché la ligne du PS et ses électeurs sont désorientés. L'agitation du « vote utile » a été dans ces conditions un fiasco, apparaissant même comme une marque de mépris pour beaucoup d'électeurs.

Au lendemain de cette élection, le PS est plus que jamais face au défi de la clarification politique de son projet. Or, pour le moment, on ne voit rien venir. La cacophonie continue même de plus belle. La réunion récente du Conseil national du PS et celle des vingt présidents de régions avec Martine Aubry n'ont pas davantage éclairci le paysage. Le débat sur le leadership ou l'organisation de primaires, dont la plupart des autres formations de gauche, à commencer par la nôtre, ne veut pas, ne serait dans ces conditions qu'un nouveau faux-fuyant. Ce n'est pas d'un chef ou d'une nouvelle recombinaison autocentrée sur la domination du PS ou de son équivalent dont la gauche a besoin, mais d'une construction partagée, d'une confrontation sérieuse sur le projet et son ancrage à gauche, sur la conception des rassemblements politiques et des majorités susceptibles de mettre en œuvre ce projet avec succès.

- Un brouillage politique qui persiste.

Force est toutefois de constater qu'une fois encore, le désaveu massif de la politique de la droite, même combiné à un fort recul du PS, ne débouche pas sur une percée suffisante d'un projet

alternatif clairement ancré à gauche. Certes, et c'est nouveau, la gauche ne plonge pas d'un seul bloc et les listes du Front de gauche ouvrent une piste prometteuse. Pour la première fois depuis 1986, il y a découplage entre un recul électoral sévère du PS et l'évolution de nos résultats électoraux. Ce n'est pas à négliger.

Mais il faut aussi constater la persistance d'un flottement massif dans l'électorat qui débouche alternativement ou conjointement, soit sur des poussées abstentionnistes massives, soit sur des votes « surprises » aux contours flous. Ce fut le cas du Modem à la présidentielle, cette fois d'Europe Ecologie. Il y a des points communs à ces poussées électorales mais aussi des différences d'expression à ne pas négliger. Les électeurs cherchent à chaque fois des réponses nouvelles.

Ces phénomènes politiques instables, qui cristallisent très rapidement des nombres importants d'électeurs indécis, changent de nature d'une élection à l'autre, sans qu'on sache s'ils vont perdurer, mais notons qu'ils sont maintenant récurrents.

Ils sont, je crois, avec l'abstention, la marque d'une insatisfaction très profonde et persistante à l'égard de l'offre politique, la recherche de solutions neuves et atteignables (ce qui n'évite pas toujours les raccourcis trompeurs) face aux crises qui angoissent notre peuple, crise du système capitaliste, crise démocratique, crise écologique...

Dans cette élection, la « surprise » est venue des listes Europe Ecologie, tandis que le Modem mordait la poussière. Autant il serait naïf de ne rien voir des manipulations politiques et médiatiques qui nourrissent ces brusques mouvements électoraux, autant il serait inconséquent d'ignorer le sens que tentent d'y mettre les électeurs. Et cela d'autant plus que la motivation écologique qui anime cette fois bon nombre des électeurs d'Europe Ecologie nous paraît à nous aussi essentielle.

- La « surprise » écologiste

16,28 % pour les listes Europe Ecologie et 3,63 % pour les listes Alliance écologie, c'est deux fois et demi le score des seuls Verts en 2004. Les motivations de ces électeurs sont diverses et vont manifestement au-delà de la seule question écologique. Les vases communicants avec le Modem ou le PS ont joué. Notons toutefois aussi que ces listes, d'une certaine manière comme les nôtres, ont parlé Europe et projet, et affichaient l'unité comme méthode, même si nous y dénoncions un attelage hétéroclite, quand d'autres fuyaient le sujet et ont été boudées par les électeurs pour cette raison. Aux yeux des électeurs, mieux vaut « traiter » le sujet, c'est une leçon qui vaut sûrement pour d'autres élections.

Mais il est indéniable que cette poussée traduit la montée beaucoup plus profonde de l'aspiration écologique, et à travers elle d'une interrogation civilisationnelle sur l'avenir de la planète. La crise du système capitaliste a renforcé encore le questionnement sur nos modes de développement, sur le sens de nos sociétés, sur l'éthique des activités humaines.

Nous partageons ce questionnement et avons fait nous-mêmes de la promotion d'un nouveau mode de développement solidaire, écologique et citoyen l'enjeu premier du projet que nous avons adopté au Congrès.

Je vous invite à relire ce projet. Je ne cite que quelques-unes des premières lignes de ce chapitre du texte de congrès. Un nouveau mode de développement suppose de promouvoir, écrivons-nous, « un véritable droit à la qualité de la vie qui s'affirme dans un rapport plus accessible, plus équilibré, plus raisonnable, plus maîtrisé avec la nature ; dans la protection de grands biens communs de l'humanité comme l'eau, l'énergie, la biodiversité, l'éducation, la santé, le logement, notamment au travers de la maîtrise publique ; dans un droit à la ville et à des territoires solidaires qui englobe la qualité du logement, de l'urbanisme, de l'aménagement des territoires ruraux, des transports, des équipements scolaires, sportifs et culturels ; dans une autre conception de la consommation, moins inégale, plus responsable socialement ; dans la garantie de la souveraineté alimentaire, dans une alimentation de qualité appuyée sur des agricultures respectueuses des territoires, du principe de précaution, et situées le plus près possible des lieux de consommation, ainsi que sur une pêche

durable ; dans un nouveau mode de production, avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés, un nouveau type de croissance, qui fasse reculer les gâchis du chômage et de la précarité, réponde aux besoins en créant de nouveaux emplois stables et qualifiés, repense les contenus de cette croissance : comment produire, en faveur de qui, et pour répondre à quels besoins ? » Je m'arrête, ce ne sont que quelques extraits.

Je voulais souligner que nous pouvons entrer dans ce débat et dans l'action avec nos propositions et ferrailleur utilement avec ceux qui pensent ces impératifs écologiques conciliables avec le libre-marché et les logiques capitalistes financières et court-termistes. Les élus Europe écologie au Parlement européen seront demain au pied du mur quand viendront en débat les directives de libéralisation. A nous de répondre présents. Je ferais à ce sujet des propositions dans la seconde partie du rapport.

- La stratégie du NPA en échec

Un dernier mot sur les résultats du NPA pour clore ce survol des résultats dans notre pays. Quoi qu'en disent ses dirigeants qui jugent leur score « plutôt satisfaisant », ce résultat marque un coup d'arrêt pour une stratégie qui prétendait incarner la seule opposition à la gauche du PS, en creusant le fossé entre deux gauches irréconciliables.

Le NPA qui se voyait en haut de l'affiche en début d'année finit sous la barre des 5 % et n'a aucun élu. Il entend toutefois poursuivre dans la même voie, il va chercher à structurer son travail d'implantation, en s'appuyant sur l'audience dont bénéficie Olivier Besancenot dans un électorat de jeunes ouvriers, employés et précaires.

Ceci dit, sa ligne fondatrice est ébranlée. Le refus de l'unité et du rassemblement a été incompris. Il faut saluer à ce propos le courage et l'esprit de responsabilité des militants de Gauche unitaire qui ont rejoint le Front de gauche après la décision sectaire du congrès du NPA. Les discours de donneurs de leçons à l'égard du mouvement syndical, n'ouvrant par ailleurs aucune perspective, ont eux aussi été sévèrement jugés. Dans leur première analyse des résultats du 7 juin, les dirigeants du NPA persistent d'ailleurs. Je cite : « L'abstention s'explique aussi par le contexte social qui a connu une inversion de la courbe ascendante de la mobilisation dont les directions syndicales portent l'essentiel de la responsabilité », écrit Pierre-François Grond. Ou encore plus loin, à propos du Front de gauche : « Pendant la campagne, les divergences se sont confirmées. Sur le plan des mobilisations sociales, le Front de gauche a collé à la stratégie des directions syndicales sans aucune critique et avec un appui marqué à Thibault. Le soulèvement de la Guadeloupe et la lutte exemplaire du LKP n'ont pas vraiment soulevé l'enthousiasme. » Fin de citation.

4. Les résultats en Europe

Pour finir cette première partie, il me faut rapidement évoquer les résultats dans le reste de l'Union européenne.

Outre le niveau d'abstention important (56,4 % au total dans l'Union européenne, avec des niveaux bien pires encore à l'Est), le scrutin est marqué par un inquiétant déplacement du Parlement européen vers la droite et l'extrême droite. La droite arrive en tête dans 20 des 27 pays. Le PPE, Parti populaire européen, avec 264 sièges contre 288 conforte sa première place, d'autant que le recul général des social-démocraties entraîne une chute de 217 à 161 sièges pour le groupe du Parti socialiste européen. De surcroît, la droite est maintenant flanquée d'une ribambelle d'extrêmes droites et de droites populistes qui ont réussi dans nombre de pays des poussées inquiétantes, notamment en Italie avec la Ligue du Nord, en Autriche, aux Pays-Bas, au Danemark, en Finlande, en Hongrie, en Roumanie, en Slovaquie.

Les Libéraux, groupe où siège le Modem, perdent vingt députés de 100 à 80. Les Verts renforcent leur présence avec 53 députés contre 43.

Le groupe de la Gauche unie devrait compter 34 députés, en recul de sept sièges. La perte majeure

intervient en Italie, où les communistes, qui ne dépassent la barre fatidique des 4 %, perdent leurs 7 députés. Dans le reste de l'UE, la Gauche unie gagne 5 sièges (1 en Allemagne, 2 en France, 2 au Portugal), et en perd 5 (1 en Finlande, 1 en Suède, 1 en Grèce, 2 en République tchèque).

Au total, le groupe de la GUE demeure un acteur de la scène européenne avec lequel il va falloir compter.

II. Et maintenant ? Quelles nouvelles initiatives pour relever les défis de l'alternative politique ?

Au lendemain de tels résultats, c'est l'évidence même et je l'ai dit d'entrée, il ne peut être question de nous reposer sur les acquis de la campagne. C'est à la relance de nos initiatives politiques pour relever les défis de la crise, des contre-réformes Sarkozy et de l'alternative politique qu'il convient de consacrer toute notre réflexion lors de ce Conseil national.

Ces défis sont plus que jamais devant nous. Les idées, les rapports de force politiques et sociaux sont en constante évolution. Une bataille acharnée est en cours entre les forces patronales et de droite pour imposer leurs solutions à la crise, et le peuple qui cherche d'autres solutions qui ne lui fasse pas payer durement la crise capitaliste.

Ouvrir des perspectives, ouvrir le chemin à d'autres solutions que celles prônées par les tenants du système capitaliste, à de nouvelles majorités politiques porteuses de ces solutions, c'est plus que jamais la question qui est posée.

Elle est posée par la crise qui s'amplifie et appelle, pour le monde du travail comme dans l'intérêt du pays tout entier, des changements de cap urgents. Elle est posée par la situation politique qui est défailante à gauche, mais qui peut bouger à condition de continuer à prendre les initiatives politiques adéquates, comme nous venons de le faire avec le Front de gauche pour l'élection européenne.

On voit comment Nicolas Sarkozy travaille en permanence, et l'adhésion idéologique à ses projets, et le dynamitage de tout projet politique alternatif. Nous devons le contrer sur les deux terrains : travailler à l'alternative politique, c'est construire en permanence de l'adhésion populaire, de l'unité autour d'idées et d'objectifs de luttes sur des solutions des sorties de crise favorables aux travailleurs et à l'intérêt général, et construire dans le même mouvement les mobilisations, les rassemblements, les majorités politiques capables de porter ses solutions jusqu'à arracher des victoires partielles et ou plus globales, jusqu'à la mise en œuvre dans les entreprises comme à tous les niveaux institutionnels possibles de choix politiques alternatifs aux orientations actuelles.

Comment avancer et avec quelles initiatives ? Je vous soumetts des propositions organisées autour de quatre grands axes.

- Amplifier les mobilisations contre la politique Sarkozy et le rassemblement autour de solutions alternatives.
- Poursuivre et élargir la démarche engagée avec le Front de gauche.
- Lancer la bataille des élections régionales avec l'ambition de construire des majorités régionales de gauche sur des projets ambitieux de lutte contre la crise.
- Franchir un cap dans les transformations du Parti pour le rendre plus efficace et plus utile à nos combats.

1. Mobilisations contre la nouvelle offensive Sarkozy et batailles sur des propositions alternatives

Chacun a conscience de l'importance que va revêtir le discours-programme de Nicolas Sarkozy lundi 22 juin devant le Congrès.

Il va tout faire pour se prévaloir des résultats des élections européennes, et chercher à pousser son avantage relatif en développant une démagogie effrénée et en rassurant sur l'imminence d'une reprise mondiale suffisamment forte, à partir des Etats-Unis, censée régler tous les problèmes de financement qui s'accumulent. Son but demeure cependant totalement inchangé : continuer à mobiliser massivement les moyens de l'Etat au service de la domination de la rentabilité financière de grands monopoles privés.

S'appuyant sur l'affaiblissement des mobilisations sociales du 13 juin, il va de nouveau tout faire pour diviser le front syndical, en cherchant à intégrer des solutions de gestion de crise. En prétendant vouloir favoriser le recours à d'autres instruments que les suppressions d'emplois pour répondre aux problèmes de compétitivité des entreprises, Nicolas Sarkozy a lancé, le 10 juin, une nouvelle négociation avec les « partenaires sociaux » sur « *la gestion sociale des conséquences de la crise économique sur l'emploi* ». Cette réunion sera suivie de deux autres, les 24 juin et 8 juillet, pour, au final, servir à élaborer un accord sur « *le maintien du lien contractuel* » au travers du « *chômage partiel, du prêt de main-d'œuvre, des groupements d'employeurs* » et de « *la mobilité au sein de l'entreprise et du groupe* ». Cet accord servirait alors de cadre pour un débat à l'Assemblée nationale sur la proposition de loi si réactionnaire sur le prêt de main-d'œuvre déposée par l'UMP le 25 mai.

Il cherchera aussi sûrement à instrumentaliser la poussée du vote écologiste et, à travers lui, la demande de novation politique des couches moyennes salariées. Il peut relancer par exemple la promesse d'une « *taxe climat-énergie* », qui sera supportée aveuglément par les consommateurs finaux, en contrepartie d'un nouvel « *allègement de la taxation du travail* ».

Il ne reculera pour tout cela devant aucune démagogie. Lundi 15 juin, à l'occasion du 90^e anniversaire de l'OIT, il a « *trouvé des accents dignes d'un Lula* » (dixit *Le Monde* du 17 juin) pour dénoncer « *la marchandisation du monde* », revendiquer que la santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, le travail ne soient pas traités comme « *des marchandises comme les autres* ». Il a plaidé pour « *un ordre mondial plus respectueux de l'homme* » sur le plan social et environnemental, bavardant volontiers sur le besoin de nouvelles normes et d'une nouvelle gouvernance mondiale laissant place à l'OIT, tout en redoublant, en fait, dans la mise en concurrence des salariés, dans les privatisations, dans les allègements de « charges sociales », dans l'écrasement des dépenses publiques.

Car, pendant que les discours continuent, les actes parlent d'eux-mêmes. En quelques jours, on vient de voir le gouvernement remettre en selle l'idée de la retraite à 67 ans et la privatisation de La Poste. Ce n'est qu'un début.

Qui peut prétendre que le vote du 7 juin a été un « feu vert » à de telles mesures ? C'est une escroquerie qu'il faut dénoncer avec la plus grande vigueur. En vérité, la crainte du chômage et la peur du déclassement, pour soi-même ou pour ses proches, demeurent plus que jamais la préoccupation n°1 des Français. Selon le tout récent baromètre « BVA-Avanquest », réalisé pour *La Tribune* et BFM, 65 % des sondés pensent que la politique du gouvernement aura un impact négatif ou aucun impact sur la situation du chômage. Dans sa note de synthèse, Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA, souligne que ce niveau « très négatif » est à « *corrélér avec la grande impopularité de la politique économique du gouvernement (61 % des sondés la jugent mauvaise)* ». Ce commentateur avisé ajoute que cela « *confirme bien* » que les élections européennes du 7 juin ne constituent « *nullement un feu vert à la politique menée* ».

Il nous faut d'autant plus combattre cette thèse du « feu vert » que la politique Sarkozy, loin d'enrayer les dégâts de la crise, accentue au contraire les blocages du système, en visant avant tout à

soutenir les capitaux et les profits contre l'emploi, la formation, l'essor des salaires et des services publics. Ces politiques de rationnement systématiques des dépenses publiques, sociales et salariales entretiennent les facteurs de récession et accentuent la part des richesses nouvelles produites absorbée par les prélèvements financiers.

Des masses financières colossales ont été mises au service prétendu de la relance depuis dix mois. Et où en sommes-nous ? Tout indique que l'on s'achemine vers une baisse du PIB de l'ordre de 3,5 % sur l'ensemble de 2009. Et ce qui marque le plus, dans ce contexte, c'est l'explosion du chômage. Fin avril 2009, il y avait 3.571.500 personnes inscrites à Pôle emploi (3 785 600 DOM compris) dont 2 506 700 sans emploi et 1 064 800 avec activité réduite, courte ou longue. En un an, la première catégorie, celle des sans-emploi, a fait un bond de 24,6 % ! Et cela s'accélère encore : sur le premier trimestre 2009, ce sont, au total, 187 800 emplois nets qui ont été détruits, soit deux fois plus qu'au dernier trimestre 2008. L'Unedic prévoit 595 000 chômeurs supplémentaires en 2009. Il faut d'ailleurs souligner que les efforts de déréglementation du marché du travail engagés depuis 20 ans et brutalement accélérés depuis 2005, avec la multiplication des emplois précaires et la facilitation des suppressions, expliquent la violence de ces évolutions. Les dirigeants d'entreprises n'hésitent pas à ajuster brutalement l'emploi en se prévalant de difficultés effectives ou exagérées, à venir ou provoquées. Ces politiques sont en train de précipiter dans le rouge tous les comptes sociaux et publics du pays.

Le chômage est en train de mettre en danger la planète entière : entre 2007 et fin 2009, l'OIT s'attend à ce que le nombre de chômeurs augmente de 39 à 59 millions dans le monde, ce qui porterait le nombre officiel des privés emplois à 210-240 millions pour 3,3 milliards d'actifs recensés !

Il va donc plus que jamais falloir être à l'initiative dans l'action et la riposte avec des propositions. Nous sommes déjà pleinement engagés sur de nombreux fronts, locaux ou nationaux. Je ne peux tous les énumérer : plans de licenciements, hôpitaux, écoles et universités, services et emplois publics... La liste serait très longue. Il faudra évidemment poursuivre tous ces combats en tenant compte du discours présidentiel de lundi. Je veux souligner quelques axes de bataille auxquels nous pourrions donner un relief particulier dans les semaines à venir :

- **La bataille contre la privatisation de La Poste** : emblématique des luttes pour les services publics, elle est relancée par l'acharnement gouvernemental. Le comité national contre la privatisation de La Poste se réunira en assemblée plénière le 24 juin 2009 afin d'élaborer sa stratégie d'action, et pour favoriser par tous les moyens les conditions d'un référendum sur le service public postal. Nous pourrions décider d'en faire une bataille tout l'été, et d'assurer une présence très visible de cette bataille dans la Fête de l'Humanité.

- **La bataille autour de nos trois propositions de loi déposées le 28 mai dernier.** La violence de la crise nous impose de ne pas lâcher. Sur le terrain, aucun plan de licenciement ne doit rester sans réaction et mobilisation de notre part. Nous devons être partout aux côtés des salariés touchés. Et sur les projets de loi, nous pourrions poursuivre tout l'été la mobilisation autour de la signature de la pétition reprenant ces propositions dans la perspective de nouveaux rendez-vous nationaux à la rentrée. Nous avons discuté au dernier CN de mettre mieux en avant le volet de ces propositions consacrées aux nouveaux droits et pouvoirs des travailleurs. Il ne vous a pas échappé que la CGT vient de décider de faire de cette question un thème majeur de son intervention.

- **Sur les enjeux écologiques**, comme je l'ai souligné, nous ne sommes pas démunis, à condition de devenir des acteurs beaucoup plus déterminés de ces combats avec nos propositions. Nous pourrions décider d'entrer à fond dans toutes les mobilisations de préparation du sommet européen de Copenhague prévu en décembre 2009 sur le changement climatique.

- **Plus globalement, sur les enjeux d'un nouveau mode de développement**, je vous propose d'intensifier notre travail dans les prochaines semaines et de tenir à la mi-novembre, précisément dans le week-end des 21 et 22 novembre, un important Conseil national. Il s'agirait d'y approfondir

la cohérence de notre projet. Notre intervention mieux coordonnée sur l'ensemble des problématiques sociales et environnementales peut singulièrement faire évoluer le débat.

Il y a par exemple d'énormes contradictions entre les politiques des Etats qui interviennent massivement pour soutenir le système financier mondial et l'accumulation capitaliste d'un côté et, de l'autre, le besoin grandissant de commencer à rompre avec les règles de ce système. Il faut, pour cela, avancer beaucoup plus fortement d'autres règles de promotion, en coopération, de toutes les capacités humaines de la planète, avec le développement de tous les biens communs à l'humanité (services publics de l'eau, de l'énergie, de la santé, de l'éducation, de l'écologie, de la formation et de l'emploi, de la culture, des communications, de la monnaie et du crédit...).

Je cite un autre enjeu majeur qui n'attendra pas l'automne : la tenue du G8 sur l'alimentation début juillet. Nous pourrions porter à cette occasion des propositions fortes comme la demande d'interdiction au niveau de l'ONU de toute forme de néocolonisation des terres des pays pauvres, qui consistent pour des firmes capitalistes et des fonds souverains de pays cherchant à assurer leur sécurité alimentaire à développer depuis 2007 des stratégies d'achats ou de location de terres arables dans les pays pauvres.

- **Sur la réforme des collectivités territoriales** que le Président de la République s'apprête à mettre officiellement sur les rails le 22 juin pour en faire un des axes de bataille des régionales, et dont nous avons déjà débattu lors d'un précédent CN, le groupe de travail piloté par Nicole Borvo s'est réuni cette semaine. L'enjeu est crucial : ce qui est visé par le pouvoir, ce sont des fondements républicains démocratiques et des moyens de politique publique essentiels. Pour ne citer que deux exemples, cette réforme vise à diviser par deux le nombre d'élus, à réduire d'un tiers le nombre d'emplois publics territoriaux. Le groupe de travail propose de formuler des propositions versées à notre débat sur les régionales dès septembre. Nous pourrions également confirmer la tenue d'une initiative nationale dont les contours restent à préciser dans le mois d'octobre, pendant le débat parlementaire. Nous avons aussi envisagé une date dans le week-end des 24 et 25 octobre.

2. Poursuivre et élargir la démarche du Front de gauche, en continuant à interpeller toutes les forces politiques et sociales à gauche.

Je ne reviens pas sur ce qui motive pour nous le fond de la démarche. Les acquis de cette démarche engrangée dans la campagne de l'élection européenne avec le « Front de gauche pour changer d'Europe » sont un bien précieux et apprécié comme tel par l'immense majorité des communistes. Marie-George a déclaré dès le 7 juin notre volonté de poursuivre et d'élargir ce front. Nous avons confirmé cette volonté lors d'une conférence de presse tenue le 10 juin à l'issue d'une réunion des secrétaires départementaux. Il nous faut maintenant, comme l'a dit un camarade lors de cette réunion, « raconter la suite de l'histoire ». Je suggère quelques pistes.

- Pour commencer, il y a la bataille sur les enjeux européens qui continue. Les cinq élus du Front de gauche et de l'Alliance de l'Outre-mer constituent désormais la composante française du groupe de la GUE. La rentrée solennelle du Parlement européen aura lieu à la mi-juillet. Ce sera l'occasion de leurs premières expressions. Il nous faut réfléchir avec eux aux prolongements de ces batailles dans le pays et dans l'Union. Les thèmes de bataille s'annoncent nombreux : la poursuite de la mise en application de la stratégie dite de Lisbonne notamment aggravée par les « recommandations du Conseil » adressées à la France pour 2009 ; le sommet de Copenhague dont j'ai parlé ; l'énorme affaire encore peu connue du « partenariat transatlantique » ; la situation au Proche-Orient avec le scandale du « rehaussement » envisagé des relations UE-Israël...

- Au-delà des enjeux européens, qui constituent déjà un fonds commun important, il nous faut pousser ensemble un travail plus global sur les contenus de transformation sociale. Nous avons proposé dans cet esprit à nos partenaires de tenir avant les départs de l'été une initiative publique de travail sur ces contenus en invitant à y intervenir des syndicalistes, des économistes, des

intellectuels ayant soutenu ou suivi avec intérêt notre démarche. Cette initiative est fixée. Elle aura lieu le 3 juillet à la Mutualité. Elle sera un signal politique important, un appel, nous l'espérons, à démultiplier ce travail un peu partout dans le pays dans les semaines et les mois à venir. Nous avons évidemment beaucoup à apporter à partir de l'apport original des propositions communistes.

A partir de ce travail, de nouvelles batailles communes pourront se construire sur les questions sociales, écologiques, de libertés, pour ne citer que ces thèmes. Il y aura évidemment aussi, je vais y revenir, de nouveaux rendez-vous électoraux.

- Nous devons aussi réfléchir, au-delà du travail commun de nos organisations, à l'implication citoyenne et populaire qui peut s'élargir et investir cette démarche. Sur le terrain, des citoyens, des acteurs du mouvement social sont déjà disponibles. Entrons sans tarder en contact avec eux. A nous, avec nos partenaires, d'inventer dans la proximité des lieux de rencontre, de travail, des espaces adaptés à cette implication citoyenne et populaire. Il n'y a pas de prêt à porter. Laissons ces espaces ouverts et souples, en évitant des structururations qui dénatureraient la démarche. C'est la garantie de leur utilité.

- Enfin, notre appel à élargir le Front, sur la base de contenus que le travail engagé permettra d'enrichir et d'établir clairement en commun, doit rester permanent. Nous poursuivrons tous les contacts nationaux nécessaires en ce sens et nous savons par ailleurs, la campagne l'a montré, qu'au-delà des contacts nationaux, des acteurs locaux peuvent s'impliquer dans notre démarche.

La démarche d'élargissement doit à nos yeux porter plus loin encore. C'est tout le peuple de gauche qui souffre de l'absence d'alternative. Le rassemblement que nous visons a vocation à devenir un rassemblement majoritaire, porteur d'espérance pour tout notre peuple. Nous savons que l'état et les positions actuelles du PS, les consignes sectaires du NPA, l'irruption d'Europe Ecologie qui prétend transcender le clivage droite-gauche constituent aujourd'hui des obstacles à ce large rassemblement. Il ne suffira pas d'appels dans le vide au grand rassemblement de la gauche pour y parvenir. Voilà pourquoi nous croyons à la démarche constructive qui est la nôtre, centrée sur la construction transparente de l'unité autour de projets.

Nous ne figeons pas la frontière de nos appels au rassemblement sur les consignes de telle ou telle direction de parti. Tout peut bouger en faisant appel aux acteurs des mouvements sociaux, aux électrices et électeurs de gauche dans leur diversité, électeurs du NPA, électeurs socialistes ou écologistes. Ensemble, nous les appelons à construire le projet qui va nous unir. Le projet, c'est-à-dire les contenus, les objectifs et les moyens que nous nous donnons pour y parvenir. S'adresser à toutes et tous sans exclusive sur une démarche exigeante peut créer des dynamiques plus fortes que les frontières que certains veulent ériger et rendre infranchissables.

C'est en ce sens que nous vous proposons d'adopter le principe d'une adresse à notre peuple, à toutes les femmes et hommes de gauche, à toutes les forces de la gauche sociale et politique, que nous pourrions lancer après le discours de Nicolas Sarkozy de lundi pour travailler aux ripostes et aux projets alternatifs nécessaires, à la construction d'un Front majoritaire capable de porter un projet de changement réellement alternatif à la politique de la droite actuelle.

3. Les élections régionales

Elles sont le prochain grand rendez-vous électoral après l'élection européenne. Le dernier dans lequel l'ensemble des Français pourront voter avant l'élection présidentielle.

Elles concernent des enjeux territoriaux devenus majeurs au fil des évolutions de la société et des institutions. Avec la crise, l'orientation des politiques menées à ce niveau peut devenir ou bien un facteur aggravant de la crise et des inégalités, ou bien un échelon efficace de résistances, de luttes et de propositions contre les dégâts sociaux, démocratiques et écologiques du système actuel.

Dans ces conditions, et tout particulièrement à un moment où la crise fait rage et où Nicolas Sarkozy entend lancer une nouvelle vague de contre-réformes extrêmement dangereuses, l'enjeu est donc triple à nos yeux :

- Ne pas laisser la droite reconquérir les positions perdues en 2004, pour faire des régions des relais redoutables de la mise en œuvre des politiques du pouvoir.
- Créer les conditions de majorités politiques régionales clairement ancrées à gauche, et portant, dans l'intérêt des populations des projets nettement plus combatifs que ceux mis en œuvre depuis six ans. Nous ne confondons pas le bilan de ces régions avec ce qui se passerait si la droite revenait aux manettes. Mais nous voulons, face à la crise, des ruptures pour faire des régions de gauche des points d'appui beaucoup plus solides contre les politiques patronales et de droite de restructuration et d'éclatement des territoires, et beaucoup plus engagés dans la réduction des inégalités sociales et territoriales.
- Renforcer dans ces conseils régionaux le poids des élus communistes (nous en avons 185 actuellement dans vingt régions) et de tous ceux qui combattront sans concession pour de tels projets.

Cet objectif nous paraît atteignable. Mais ne nous le cachons pas, cela sera une rude bataille.

Les ambitions de l'UMP sont affichées : reconquérir entre quatre et dix régions sur les 20 détenues par la gauche, les deux seules détenues par la droite étant la Corse et l'Alsace. Le monsieur Elections de l'UMP distingue quatre régions « gagnables » : Champagne-Ardenne, Basse-Normandie, Pays de la Loire et Lorraine ; et six régions « jouables » : Ile-de-France, Rhône-Alpes, PACA, Franche-Comté, Centre et Bourgogne.

Face à la droite, les élections européennes viennent de bousculer le paysage. Les Verts, espérant rééditer la percée d'Europe Ecologie, prônent une stratégie d'autonomie au 1er tour. Mais pour l'heure le projet politique porté par ces listes demeure plus que flou. Comment interpréter par exemple les récentes déclarations du chef de file des Verts en Ile-de-France dénonçant « la cogestion PS-UMP de la région » ? Le Parti socialiste, quant à lui, parle à nouveau de rassemblement à gauche, sans abandonner ici ou là, comme on vient de le voir à Aix-en-Provence, ses offres de service au Modem. Les signes restent contradictoires, selon que l'on entend Manuel Valls ou Benoît Hamon. Mais dans l'ensemble aucun débat sérieux n'est ouvert sur les projets. Alain Rousset, président de la région Aquitaine et président de l'Association des régions de France, revendiquait il y a quelques jours pour sa part la liberté de pilotage des stratégies régionales pour les présidents sortants sans en dire beaucoup plus sur le contenu des projets. Le NPA, qui fixera sa stratégie à la rentrée, parle dans un premier document interne de se fixer un mandat autour des axes suivants : « une proposition de rassemblement autour d'un programme anticapitaliste adressée aux forces se réclamant d'une alternative anticapitaliste (LO, Alternatifs, Fédération, PG, PCF), le choix de l'indépendance et le refus d'entrer dans des coalitions de gestion du système et des régions, un bilan critique des six dernières années, la possibilité d'accords de second tour excluant le Modem mais sans accord de gestion ».

Pour l'heure, tout cela semble donc bien loin des urgences politiques, des besoins des populations et des ambitions que nous pouvons fixer à un rendez-vous aussi crucial.

Comme pour l'élection européenne, mais dans un autre contexte et face à d'autres enjeux, nous devons donc à nouveau avoir l'ambition de faire bouger les lignes.

Comment ? En engageant la bataille, non en se calant sur telle ou telle configuration électorale pré-supposée, mais en portant haut et fort les contenus et les objectifs électoraux que devraient se fixer des listes de large rassemblement à gauche dans l'intérêt des populations. Engager alors la bataille publique à partir de ces contenus en s'adressant à toutes celles et tous ceux qui à gauche sont susceptibles de partager ces contenus et ces objectifs, en se battant pour ouvrir les listes à la diversité de tous ceux qui se retrouveraient dans cette démarche.

Ne grillons pas les étapes. Donnons-nous les moyens du rassemblement le plus large et le plus ambitieux possible dans ses contenus. Et appuyons-nous sur l'aspiration populaire à l'unité et à de vrais contenus de changement pour aller le plus loin possible.

Nos partenaires du Parti de gauche viennent de déclarer qu'à leurs yeux ni le PS, ni les Verts ne pourraient rejoindre un tel rassemblement, appelant d'ores et déjà à des listes autonomes du Front de gauche au premier tour ouvertes à ce qu'ils appellent « l'autre gauche », en y mêlant le NPA, les Alternatifs, Alterekolo et le MRC.

La démarche que je vous propose ne peut-elle pas bousculer davantage le paysage ? Je le répète, avançons d'abord nos projets et nos ambitions. Reprenons le fil de ce qui nous a fait réussir l'élection européenne : la clarté et le niveau des contenus et des objectifs électoraux que nous avons porté ensemble, et adressons-nous à tous, militants d'extrême gauche, socialistes, écologistes, acteurs du mouvement social, syndical et associatif. A gauche, ce n'est pas à nous de fixer des frontières.

Sur quelles ambitions de contenus pourrions-nous d'ailleurs commencer à travailler ?

Le pouvoir entend tout à la fois organiser l'appauvrissement et le désengagement des politiques publiques à l'échelon régional, et le pilotage autoritaire du pouvoir central. Il rêve de faire des régions un relais efficace de ses stratégies de mise en concurrence des territoires et des populations. Ce projet se combine, de son point de vue, avec une visée de développement de quelques grandes aires métropolitaines à même de rivaliser dans la compétition internationale. On le voit avec le projet de Grand Paris de Nicolas Sarkozy.

Nous opposons à cette conception une autre vision du développement des populations et des territoires, affirmant le fait régional pour promouvoir des régions solidaires, créatives et innovantes, écologiques, citoyennes, ouvertes à l'Europe et au monde.

Nous plaçons au cœur de nos propositions l'enjeu de développement des services et des politiques publics dans les territoires, à commencer par les compétences directes des régions (éducation, transports, formation professionnelle), mais plus largement (santé, culture, jeunesse...) ; les enjeux de réduction des inégalités ; ceux de l'emploi et de la maîtrise publique des financements et des crédits ; les enjeux de démocratie participative ; ceux des politiques écologiques, visant notamment la construction d'une « empreinte écologique régionale ».

Sur tous ces sujets, l'heure est à l'ouverture sans délai de débats publics sur la construction de ce qui pourrait constituer les pactes d'engagements régionaux sur lesquels nous voulons aller à la bataille électorale. L'été doit être mis à profit pour prendre de premières initiatives et travailler sur ces projets.

J'insiste, en ayant conscience de n'avoir pour ma part qu'effleurer le sujet, sur le fait qu'il s'agit de dégager du sens et du concret, en répondant à ces questions : quelles politiques régionales utiles aux populations face à la crise ? Quels projets de solidarités dans les territoires ? Quelle ambition démocratique ? Quel engagement des régions face aux projets de remodelage de la société par la droite ?

Un mot pour finir sur les élections régionales à propos de notre propre calendrier de travail. Nous pourrions retenir aujourd'hui l'enchaînement suivant : un Conseil national les 26 et 27 septembre pour proposer une orientation nationale à la discussion des communistes. D'ici là, nous avons commencé une série de réunions régionales avec les secrétaires départementaux et de comités régionaux, les vice-présidents communistes et présidents de groupe. Ce tour de France des régions pourrait durer tout l'été. La discussion des communistes doit, elle aussi, être entamée à l'issue de ce Conseil national, elle doit être nourrie des échanges en régions. L'ensemble de ces réflexions, le travail de contenus que nous devons enrichir cet été, les contacts que nous devons intensifier avec tous nos partenaires potentiels, nationalement comme en régions, nous donneront les moyens de mettre en débat dans le Parti une proposition d'orientation fin septembre. Sur cette base, des

conférences régionales se tiendraient à la mi-octobre les week-ends des 10-11 octobre et 17-18 octobre. Ces conférences pourraient élaborer nos programmes régionaux, débattre de nos stratégies électorales, désigner si c'est déjà possible nos chefs de file communistes. Un Conseil national conclusif sur notre offre politique se tiendrait dans la foulée le 24 ou 25 octobre. La ratification de nos listes de candidats devra se mener inévitablement plus tard, une fois la configuration des listes aboutie. Mais la réflexion sur nos candidats peut et doit être également engagée sans attendre, à condition qu'elle intègre que nous pouvons nous trouver dans plusieurs mois dans des configurations impossibles à arrêter aujourd'hui. N'oublions pas que les élections régionales, c'est au total près de 2 000 candidats.

4. Avancer vers les transformations du Parti

L'élection européenne vient encore d'en faire la démonstration : l'alternative politique a besoin d'un Parti communiste, tout à la fois plus nombreux et présent sur le terrain, plus imaginatif, plus attractif, porteur d'un projet profondément renouvelé.

La commission chargée de travailler, conformément au mandat du Congrès, aux nécessaires transformations du Parti, tiendra sa première réunion plénière le 4 juillet. Une réunion préparatoire a eu lieu dimanche 14 juin avec 25 camarades de la commission dans une ambiance très constructive.

La commission devrait travailler tout l'été pour mettre en débat un premier document d'étape courant septembre. Un site participatif type Wikipédia sera ouvert aux membres de la commission et consultable par tous les adhérents pour rendre transparent ce travail.

La commission devra chercher à organiser son lien permanent avec les adhérents. Elle envisage de travailler en recherche-action avec un panel d'organisations, sections, comités départementaux.

Les champs de travail plus précis seront discutés et adoptés lors de la réunion du 4 juillet.

Les grandes échéances que nous nous fixons pour avancer dans l'année qui vient sont doubles et conformes à ce qui a été acté par le Congrès : une assemblée nationale des délégués de section début décembre 2009, soit les 5-6 décembre, soit les 12-13 décembre ; et un congrès d'étape que nous pourrions tenir en juin 2010.

Dans la foulée de la rencontre sur le nouvel internationalisme que nous avons tenue en novembre 2008, nous envisageons également un prolongement qui pourrait être une grande rencontre des forces progressistes d'Europe et d'Amérique latine, probablement début 2010.

Quelques remarques pour finir à propos du déploiement de l'activité communiste dans la prochaine période.

- Sur le renforcement du Parti, un point provisoire nous indique que nous avons dépassé les 3 000 adhésions nouvelles en 2009. L'été peut nous permettre d'accélérer ce rythme, en nous adressant à toutes celles et ceux qui ont mené la campagne à nos côtés, et qui veulent nous aider à poursuivre dans cette voie.

- Sur notre campagne d'été, je l'ai déjà dit, nous aurons du pain sur la planche et les thèmes d'activité seront nombreux. Début juillet, nous pourrions distribuer notre adresse dans le pays tout entier. Mise au point au lendemain du discours de Nicolas Sarkozy, elle pourrait être disponible fin juin, début juillet dans les fédérations.

Par la suite, nous pourrions lancer tout l'été un grand programme de rencontres avec les milieux populaires. Le secteur communication travaille pour cela à l'édition d'un journal d'été, ludique et politique, qui soit le support de rencontres conviviales en direction de ceux qui partent en vacances (campings populaires, péages, plages) et de ceux qui ne partent pas (quartiers et animations d'été, bases de loisirs, bals, parcs d'attractions). Nous pourrions chercher à donner à ces points de rencontre, notamment dans les quartiers et devant les entreprises, une dimension solidaire et festive.

Ceux qui souffrent de la crise en ont besoin. Dans ce journal d'été figurerait une carte pétition adressée au Président de la République sur nos trois projets de loi. Utilisons également toutes les occasions de rencontres et de débats créées par nos fêtes locales et départementales. Donnons aussi du relief à nos journées à la mer partout où nous les organisons, et à la journée de vente solidaire de fruits et légumes en août.

- A la fin de l'été, nous tiendrons notre université d'été les 28, 29 et 30 août au Vieux Boucau.

- Enfin, évidemment, il est temps de se lancer en grand dans la préparation de la Fête de l'Humanité. Le premier rendez-vous national de la vignette aura lieu le 24 juin au siège du Conseil national avec Patrick Le Hyaric, dont nous fêterons l'élection, et Marie-George Buffet. Nous savons tous combien la vente de la vignette est un précieux moyen de rencontre populaire.

Dans la foulée de l'élection européenne, nous pouvons réussir une très grande fête politique, une fête de lutte et de rassemblement. Toute la gauche politique et sociale peut être au rendez-vous. Veillons d'ailleurs pour cette raison à soigner le contenu politique de notre présence ; je pense à notre présence politique militante dans la Fête, aux frontons de nos stands qui doivent afficher notre combativité communiste, à nos débats qui répondront cette année à une grande soif de confrontation et de constructions politiques. Nous avons d'ailleurs décidé dans cet esprit de renouveler et d'enrichir la présence du stand du Conseil national à la Fête, dont les points d'orgue seront la rencontre de nos invités autour de Marie-George Buffet, et une série de débats que nous organiserons sur le thème générique : « faire front sur tous les fronts ».

Voilà, chers camarades, comme vous le voyez, nous avons de quoi discuter et de quoi faire. C'est en quelque sorte la rançon de notre dynamisme retrouvé.